

Pour vaincre le gouvernement : ni négociations, ni journées d'action, préparer la grève générale

Contre les fonctionnaires, blocage des salaires, rétablissement du jour de carence, augmentation au 1^{er} janvier de la CSG, dégradation continue des conditions de travail et des services publics avec 90 000 suppressions de contrats aidés, dont 23 000 dans l'Éducation nationale. De plus, Macron et son gouvernement ont annoncé la liquidation du régime des retraites dans le cadre de la mise en place d'une retraite à points dans le public comme dans le privé, la fin du point d'indice commun à tous les fonctionnaires et 120 000 suppressions de postes sur le quinquennat. Pour y parvenir, le gouvernement table sur la « concertation » et le « dialogue social ». Les dirigeants syndicaux justifient leur participation à ces négociations en indiquant qu'ils y feraient des contrepropositions ou qu'ils limiteraient les dégâts. Ainsi le tract intersyndical d'appel au 10 octobre réclame-t-il à propos des services publics « *un débat de fond sur ses missions s'appuyant sur le bilan des réformes déjà engagées* ».

Or, le ministre Darmanin déclarait déjà à l'AFP le 10 juillet dernier ce qu'il attendait des négociations qu'il a ouvertes début septembre sur la définition des missions de service public : « *À la fin, la discussion permettra de savoir le nombre d'agents qu'il faut en face de ces missions* ». Toutes les réformes attaquant les retraites, toutes les réformes attaquant l'enseignement public, les hôpitaux, les carrières des fonctionnaires, etc. les ordonnances contre le Code du travail, ont fait l'objet d'intenses concertations. Et toutes sont passées. Négocier aujourd'hui la définition des missions des services publics, ce n'est pas les défendre mais accepter la suppression des postes et l'externalisation des missions, accepter dès le départ de se placer sur le terrain des exigences du gouvernement. Sauf à laisser croire que la discussion reste possible comme entre gens de bonne compagnie alors que le gouvernement a déjà clairement défini tous ses objectifs contre les fonctionnaires, comme il l'a fait contre l'ensemble des salariés.

Le 12 septembre, des dizaines de milliers de salariés et de jeunes sont descendus dans la rue manifester contre les ordonnances. Mais des dizaines de milliers d'autres n'ont pas bougé, échaudés par les échecs précédents. En effet, les multiples journées d'action, conçues comme des moyens de pression sur les négociations, ont laissé passer toutes les attaques précédentes, depuis celles contre les retraites jusqu'à la loi Hollande-El Khomri.

Le 21 septembre, nouvelle journée d'action : les salariés sont moins nombreux en grève et en manifestation. Le lendemain, Macron signe en grande cérémonie les or-

donnances devant les caméras. Le 28 septembre, les syndicats ont appelé les retraités à manifester seuls contre la baisse des retraites et pensions, que l'augmentation de la CSG va encore aggraver. Les retraités n'auront rien. Le 10 octobre, les syndicats appellent les fonctionnaires à une journée d'action Fonction publique.

Qui peut croire qu'elle pourra, plus que les précédentes, faire reculer le gouvernement en quoi que ce soit, alors qu'il est parvenu à imposer les ordonnances ? Le gouvernement ne craint rien d'un tel dispositif qui aboutit à séparer, fragmenter le combat entre les différents secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse. Les directions syndicales, soutenues par les organisations politiques PCF, LO, NPA, LFI... organisent le « chacun son tour », sous couvert de « *lutter dans la durée* » au lieu de combattre pour le tous ensemble, pour la grève générale ! Sûr de son fait, Macron affiche chaque jour un peu plus sa morgue et son mépris à l'encontre des salariés. Il déclarait dès le 8 septembre : « *Je ne céderai rien ni aux fainéants, ni aux cyniques ni aux extrêmes* ». Le 4 octobre, alors que les travailleurs de GMS dont 150 perdant leur emploi, manifestent lors d'une visite en Creuse, Macron leur reproche de mettre le « *bordel* » au lieu de chercher des « *postes* ».

Pour l'emporter, pour battre le gouvernement, les fonctionnaires, comme les travailleuses et les travailleurs du privé, doivent imposer, au sein des assemblées générales et lors des réunions syndicales, le front unique de toutes les organisations issues de la classe ouvrière (partis et syndicats) pour :

Rupture avec le gouvernement ! Assez des négociations sur les plans du gouvernement et du patronat !

Convoquez partout les assemblées des personnels sur la défense de leurs revendications : récupération du pouvoir d'achat perdu par le gel du point d'indice, rétablissement de la retraite entière à 37,5 annuités, aucune suppression de postes, rétablissement des postes supprimés et création des postes nécessaires à la titularisation des contractuels et au bon fonctionnement des services, abrogation de toutes les lois réactionnaires prises contre l'école, la santé publique, etc.

Unité avec les salariés du privé et les jeunes en formation ! Retrait des ordonnances ! Préparez la grève générale pour vaincre le gouvernement!

8 octobre 2017

